

Diagnostic patrimonial et étude de transfert des compétences Eau Potable – Assainissement

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Marché public de prestations intellectuelles
Marché passé selon la procédure adaptée
Article L2123-1 du code de la commande publique

19- PA- 10

Date et heure limites de remise des offres : jeudi 20 juin 2019 à 12h00

Type d'acheteur public : collectivité territoriale

Département : Eure-et-Loir

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet une étude stratégique pour la prise des compétences « eau potable » et « assainissement » en définissant les points suivants :

- Un appui juridique et technique pour l'élaboration de conventions de gestion et l'organisation d'une phase transitoire au transfert
- un diagnostic patrimonial des équipements
- une méthodologie de transfert de ces compétences à l'issue de la période transitoire
- et une modélisation des services eau potable et assainissement à moyen terme.

La durée totale de cette étude est estimée à 18 mois avec une date de démarrage prévue mi-juin 2019.

- Accompagnement dans la mise en œuvre du transfert de compétences : 6 mois (jusqu'au 31 décembre 2019)
- Etat des lieux : 1 an (pour juin 2020)
- Définition d'un service type : 6 mois (décembre 2020)

Si le prestataire propose dans son offre des délais de réalisation plus courts, ils sont contractuels et s'appliquent.

Les caractéristiques de la consultation sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières à accepter et signer sans aucune modification.

Nomenclature communautaire : services d'études 79311000-7

ARTICLE 2 – CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1 – Modalités d'appel d'offres

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'Article L2123-1 du code de la commande publique, conformément aux règles applicables aux marchés de prestations de service à procédure adaptée.

2.2 – Modalités de retrait du dossier de consultation

Seul le retrait du dossier par voie dématérialisée est possible. Le dossier de consultation est à télécharger via la plateforme <http://www.marches-securises.fr>.

2.3 - Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats, informés par l'acheteur devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 - Renseignements complémentaires

Tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres peuvent être obtenus auprès des services de la Communauté de Communes par demande écrite via la plateforme <http://www.marches-securises.fr>. La demande doit parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des offres.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou écrite en dehors de la plateforme.

Une réponse sera alors adressée 5 jours calendaires avant la date de remise des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier.

2.5 – Modalités d'attribution et négociation

Le candidat devra proposer une offre complète portant sur l'ensemble des prestations.

La collectivité se réserve le droit d'engager une négociation avec les trois premiers candidats du classement sous réserve du nombre d'offres déposées.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre sans modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché.

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales relatives aux marchés publics de prestations de services sont applicables à ce marché.

ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHÉ

Le présent marché comprend des prix forfaitaires.

Le règlement sera effectué par virement sur le compte bancaire dont les coordonnées auront été précisées dans l'acte d'engagement. Le paiement sera effectué par mandat administratif dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

L'unité monétaire est l'euro.

ARTICLE 4 – REMISE DES OFFRES

4.1- Transmission des offres

Les offres des candidats devront parvenir obligatoirement sur la plateforme dématérialisée sur le site : <http://www.marches-securises.fr> au plus tard avant la date et heures limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

Les enveloppes qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées (le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid) ne pourront pas être acceptées.

En cas de groupement, le mandataire devra s'assurer la sécurité des informations transmises. Le groupement fournira une lettre de candidature modèle DC1 signée par tous les membres du groupement.

Le candidat retenu accepte que le marché donne lieu à la signature manuscrite.

4.2- Contenu de l'enveloppe

Les offres doivent être rédigées en langue française.

Elles doivent indiquer une adresse mail valide pour toutes les communications dématérialisées.

Partie candidature

Les candidats devront fournir les pièces suivantes

- Lettre de candidature ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- Attestation d'assurance ;
- Kbis ;
- Certifications professionnelles ;

Partie offre

- Un acte d'engagement complété et signé disponible sur le site internet du Ministère des Finances
- le cahier des clauses techniques particulières signé
- le mémoire technique précisant :
 - o Méthodologie proposée pour l'étude,
 - o Références et expériences auprès de collectivités datant de moins de trois ans sur une prestation similaire ;
 - o Organisation et déclaration des moyens humains et techniques dont dispose le candidat pour assurer la bonne exécution du marché (joindre les CV des personnels affectés à la mission)
 - o Calendrier envisagé en tenant compte des périodes de validation
 - o Décomposition de la rémunération

4.3- Validité de l'offre

La durée de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date butoir de remise des offres.

ARTICLE 5 – CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, selon une pondération sous forme de pourcentage.

- 1- Critère FINANCIER : 50 points
- 2- Critère TECHNIQUE : 50 points

Chacun des critères de jugement recevra une note établie de la façon suivante :

- **Pour le critère Financier**

La note concernant le critère financier sera décomposée en deux notes Cf1 et Cf2 tel que :

$$0.7 \times Cf1 + 0.3 Cf2 = \text{Note financière}$$

Cf1 sera calculé en fonction de l'offre la moins-disante comme référence :

50 points attribués à l'offre la moins disante

Autres offres : $50 \times \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre considérée}}$

En cas de discordance constatée dans une offre, le candidat sera invité à rectifier son erreur.
En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail qui sera pris en considération.

Les offres anormalement basses seront éliminées si les justifications demandées au candidat s'avèrent insuffisantes.

Cf2 comprise entre 0 et 50 sera calculée par rapport à la décomposition de la rémunération du prestataire (indication du temps passé et du coût pour chaque élément de la mission).

Pour cela le tableau en annexe 4 devra être renseigné.

- **Pour le critère technique**

La note Ct, comprise entre 0 et 100 puis divisée par deux, sera décomposée en sous critères comme suit :

Moyens humains affectés à la mission	/30
Cohérence entre l'organisation proposée et le planning de réalisation de l'étude	/30
Expériences et références sur des études similaires	/20
Moyens et procédures mis en œuvre pour la réalisation de l'étude	/20
Qualité des documents de travail proposés	/10

Pour un sous-critère donné, on attribuera 100 points à la meilleure offre, 80 points à la deuxième, 50 points à la troisième, 10 points à la moins bonne. Les autres offres se situeront entre 40 et 20.

On pondérera ensuite la note obtenue par sous critère par le coefficient correspondant.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus et en fonction de la pondération respective qui leur a été attribuée, l'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée sera considérée comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité de note, l'offre la moins disante sera classée en premier.

ARTICLE 6 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

6.1- Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie – 45 000 ORLEANS

6.2- Organe chargé des procédures de médiation

Préfecture Régionale des Pays de Loire

Comité consultatif interrégional des règlements amiables

6 quai Ceineray – BP 33515- 44035 NANTES CEDEX 1

Lu et accepté

A

Le

Le titulaire